



Association pour le
Développement de
l'Éducation en
Afrique



Groupe de Travail sur l'Éducation

Non Formelle GTENF@fasonet.bf

(+226) 25 36 58 45

Programme et Budget 2017

Atelier de validation des productions 2017 du GTENF

RAPPORT GENERAL

Rapporteurs généraux :

- *Aboubacar MODOU AISSAMI, Niger*
- *Richard SOME, Burkina Faso*

Ouagadougou, décembre 2017

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
Introduction	1
I. Objectifs de l’atelier :	2
II. Cérémonie d’ouverture	3
III. Déroulement de l’atelier	4
IV. Résultats atteints	5
V. Recommandations	7
Conclusion	7
Liste des Annexes	l
Annexe 1 : Liste des participants à atelier de validation technique des activités 2017 du GTENF	ll
Annexe 2 : Répartition des groupes de travail	IV
Annexe 3 : Résultats des travaux de groupe	V

Introduction

Le Groupe de Travail sur l'Éducation Non Formelle de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (GTENF/ADEA) a organisé, du 13 au 15 décembre 2017 dans les locaux de l'hôtel des conférences, à Ouagadougou, Burkina Faso, un atelier de validation de ses différentes productions réalisées en 2017. Il s'agissait d'abord de valider quatre nouvelles études avant d'élargir la liste, avec dix autres déjà validées par les mandataires et leurs partenaires, soit un total de 14 productions. Pour chacune d'elles, il fallait identifier des stratégies de dissémination et de mise en œuvre des recommandations qui en étaient issues. Ces documents sont les suivants :

- i) Cartographie des foyers et autres centres d'éducation coranique; Rapport d'étude au Burkina, au Mali et au Sénégal;
- ii) Les synergies à prendre en compte entre le sous-système éducatif formel et les différents types d'apprentissage dans les centres d'éducation coranique ;
- iii) Le développement d'une matrice et d'une feuille de route pour la mise en œuvre du Socle Commun de Compétences au Bénin, au Ghana et au Sénégal; Synthèse des rapports pays ;
- iv) Initiatives d'autoentreprise des jeunes vulnérables dans les villes africaines.
- v) Référentiel des bonnes pratiques en alphabétisation et formation au profit des jeunes vulnérables;
- vi) Revue par les pairs en Angola : Développer une éducation et une formation de qualité pour tous ;
- vii) Revitalizing Adult and Youth Literacy Project –RAYL–; External Evaluation; Final Report ;
- viii) Documenter et partager les bonnes pratiques en matière de réformes éducatives pour une vision élargie qui intègre, dans le cadre d'un continuum, l'ensemble de l'éducation de base ; Rapport d'étude du GTENF;

- ix) Mise en œuvre de l'éducation à la renaissance culturelle africaine et aux idéaux du panafricanisme pour promouvoir l'intégration continentale et la naissance des États-Unis d'Afrique (confédération ou fédération); Rapport du Sous-thème III à la Triennale 2017 de l'ADEA;
- x) Kibaré, le journal de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation, parution No: 10, janvier 2017 ;
- xi) Kibaré, le journal de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation, parution No: 11 de juillet 2017 ;
- xii) Report on Cartography of Best Practices in the Non-Formal Education Sector in Ghana;
- xiii) 2017 Nigeria Annual Education Conference on Inclusive Education ;
- xiv) En dehors de ces documents, il y a le site web du GTENF qui a été remodelé. Ce nouveau site était à présenter afin de recueillir des suggestions et recommandations éventuelles.

Outre les membres du bureau et du comité d'organisation du GTENF/ADEA, l'atelier a enregistré la participation des représentants des ministères en charge de l'éducation du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal et des organisations de la société civile. La liste nominative des participants est jointe en annexe 1 au présent rapport.

I. Objectifs de l'atelier :

Contribuer à la validation technique et à la diffusion des productions 2017 du GTENF/ADEA.

De façon spécifique, il s'agissait de :

- présenter l'ensemble des travaux du GTENF ;
- amender les nouvelles productions en vue de leur validation technique ;
- développer des groupes d'intérêt autour de ces productions ;
- identifier des stratégies de diffusion/dissémination ;

- discuter d'un plan de mise en œuvre des principales recommandations contenues dans les productions.

II. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été placée sous l'autorité du Dr Paul Yombo DIABOUGA, Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso (MENA). Les travaux de l'atelier ont été lancés à travers une cérémonie d'ouverture marquée par deux principales interventions. La première est le discours prononcé par le Coordonnateur du GTENF/ADEA, le Pr. Ibrahima BAH-LALYA, qui a souhaité, au nom de l'ADEA et du GTENF, la bienvenue à tous les participants et les a remerciés pour leur présence qui rehausse le niveau de cet atelier international. Dans son intervention, il a mis l'accent sur la description du contexte qui justifie la tenue dudit atelier. Il s'agit d'examiner et de valider les différentes productions – abordant des sujets multiples – réalisées en 2017 par le GTENF afin de les diffuser et de les utiliser au niveau du continent en général, notamment dans les sept pays représentés à l'atelier. Le coordonnateur a saisi cette occasion pour rappeler que dans le contexte actuel de l'Afrique l'éducation non formelle doit se « positionner comme une voie et non comme une simple alternative faute de mieux ».

La seconde intervention est le discours d'ouverture officielle de l'atelier prononcé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants au nom du Ministre empêché, Monsieur le Secrétaire Général a rappelé l'intérêt tout particulier que le MENA accorde au sous-secteur de l'Éducation Non Formelle (ENF). Cet intérêt trouve surtout son sens dans le fait que la lutte contre l'analphabétisme, les abandons scolaires et les retards que les jeunes accusent dans leur éducation et leur formation constitue un chantier dans lequel le Gouvernement du Burkina Faso s'est engagé résolument à travers plusieurs réformes visant à

promouvoir l'accès, l'équité, la qualité et la pertinence de l'éducation pour tous. C'est pourquoi, il a souligné que la validation des productions 2017 du GTENF, objet du présent atelier, contribuera à soutenir les programmes centrés sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle et, au-delà, à répondre aux multiples défis de l'accès et de la qualité de l'éducation. Ayant à l'esprit l'importance de la coopération pour relever ces grands défis, Monsieur le Secrétaire Général a réitéré les remerciements du Gouvernement aux différents partenaires pour leur persévérant accompagnement technique et financier. Il s'est réjoui de la qualité et de la diversité des participants et les a exhortés à s'investir pleinement pour aboutir aux résultats escomptés.

Sur cette note, le Secrétaire Général du MENA du Burkina Faso a déclaré l'atelier ouvert.

III. Déroulement de l'atelier

Après la cérémonie d'ouverture, suivie de la présentation des participants et des objectifs de l'atelier, il a été procédé à l'adoption du chronogramme de travail et à la désignation des modérateurs journaliers et des rapporteurs généraux. Les modérateurs désignés sont respectivement :

- Jour 1 : M. ADJIBODOU Aristide Adebayo, Bénin ;
- jours 2 et 3 : M. BOLY Mamadou, Burkina Faso.

Les rapporteurs généraux désignés sont :

- M. Aboubacar MODOU AISSAMI, Niger ;
- M. Richard SOME, Burkina Faso.

Le calendrier adopté prévoit de présenter les différents exposés sur les productions suivis des échanges dans la première journée. Au 2ème jour les participants en l'atelier se focalisent sur les travaux en groupes. Les restitutions et la clôture de l'atelier sont prévues au 3ème jour.

Dans cette logique, la première journée a été animée par une série de présentations relatives aux 14 documents. Ces différentes présentations ont suscité de riches échanges, agrémentés par diverses questions d'éclaircissement et d'importantes contributions des participants.

Ensuite, au vu de l'abondance des travaux et pour une meilleure efficacité, les participants ont entièrement consacré la deuxième journée aux travaux de groupe sur la base des consignes suivantes :

Consigne spécifique aux documents non validés : relire et proposer des amendements de fond et de forme à l'attention de l'atelier ;

Consignes communes aux documents validés et non validés :

- dégager des stratégies de dissémination ;
- identifier les partenaires et parties prenantes potentiels ;
- identifier des stratégies de mise en œuvre des recommandations majeures ;
- rédiger un rapport succinct des travaux et le présenter en plénière.

Pour conduire les travaux, les différents groupes ont défini leur propre organisation interne comme, par exemple, la désignation d'un modérateur et d'un rapporteur et la définition de la méthodologie de travail.

Enfin, le troisième et dernier jour a été consacré à la restitution et à la validation des travaux en plénière dont la démarche consiste à suivre et à amender les présentations de deux groupes avant de passer à celles des deux autres. Il faut noter que la restitution des travaux en plénière a suscité des échanges fructueux qui ont facilité la compréhension et enrichi les contenus des documents.

IV. Résultats atteints

Au terme des trois jours d'intenses travaux, tous les objectifs assignés à l'atelier ont été convertis en résultats atteints. C'est dire que tous les documents programmés ont fait l'objet de présentations et de réflexions en travaux de groupes. Les différents

amendements effectués portent sur la forme et le fond des documents. Parfois, ils visent à modifier la structuration (par restructuration du contenu et/ou ajout des titres) afin d'assurer la cohérence interne des documents; souvent, il s'agit d'amendements et/ou de la rédaction de nouveaux textes pour certaines données afin d'actualiser et d'enrichir les contenus des documents. Certains amendements ont été directement intégrés lors des travaux de groupe et validés en plénière, d'autres ont été retenus pour leur prise en compte par des comités restreints mis en place à cet effet. Profitant de la présence des points focaux des 7 pays du réseau virtuel sur les jeunes vulnérables, « Zankey Faba », une séance de travail a été organisée à l'issue de la clôture de la rencontre de validation. Cette rencontre a regroupé des représentants de l'équipe en charge du programme à la coordination du GTENF et les points focaux nationaux. L'équipe du GTENF était composée du coordonnateur, M. BAH-LALYA, Ibrahima, du Consultant principal, M. BADO Kisito, de la chargée de programme, Mme NACOULMA Aminata, et de M. TRAORE Ladj Toua, stagiaire. L'objectif poursuivi a été de faire connaissance d'une part et, d'échanger sur les activités concernant le programme d'autre part. En rappel, en début 2017, une nouvelle équipe a été mise en place suite au départ du chargé de programme, M. DIALLO Amadou et à l'indisponibilité du consultant principal, M. OUEDRAOGO Sylvestre. Depuis sa prise de service, la nouvelle équipe s'est attelée à renouer le contact avec les points focaux, à travers les appels téléphoniques et les mails. Mais cette approche avait montré ses limites, d'où la nécessité d'avoir une rencontre physique avec les acteurs concernés. Après ce bref rappel, le coordonnateur a expliqué les attentes du GTENF par rapport au travail qui est attendu des points focaux, à savoir servir de relais au programme dans leur pays respectif. Dans cette dynamique, il leur a été expliqué que les plans d'action qu'ils devront envoyer à la coordination du GTENF doivent porter sur les plans et programmes que leurs pays entendent mettre en œuvre en faveur des jeunes vulnérables. La plupart des plans envoyés auparavant à la coordination du GTENF n'étaient pas conformes aux

directives. De ce fait, le GTENF va renvoyer, une seconde fois, un modèle de plans conformément aux 5 axes de l'ADEA.

Par ailleurs, le concept de vulnérabilité, objet de nombreux débats, va être mieux défini et approfondi par des études permettant de mieux cerner les critères sur la vulnérabilité. En attendant qu'une recherche plus approfondie soit entreprise, les points focaux ont émis le souhait que des rencontres physiques du genre de la présente réunion se multiplient à l'avenir avec une périodicité d'une fois /an.

V. Recommandations

Au terme des travaux, des recommandations ont été formulées. Elles sont jointes aux rapports des groupes de travail.

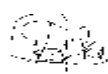
Conclusion

Au regard des résultats obtenus, l'atelier de validation technique des productions 2017 du GTENF, tenu du 13 au 15 décembre 2017 à Ouagadougou (Burkina Faso) constitue un succès et une grande avancée pour les activités du GTENF. Cet atelier représente une grande occasion pour les pays participants de développer des partenariats fructueux afin d'améliorer la qualité des offres d'éducation non formelle, d'accroître leur visibilité et d'accorder ainsi au sous-secteur un regain d'intérêt au regard de l'importance de sa plus-value dans l'édification d'un système éducatif holistique efficace et efficient en Afrique.

C'est sur une note de satisfaction générale que Monsieur le Coordonnateur du GTENF a clos les travaux tout en remerciant les participants et en leur souhaitant bon retour dans leurs pays et foyers respectifs.

Fait à Ouagadougou, le 15 décembre 2017.

Pour les rapporteurs généraux :



Aboubacar MODOU AISSAMI, Niger

Richard SOME, Burkina Faso.

Liste des Annexes

Annexe 1 : Liste des participants à atelier de validation technique des activités 2017 du GTENF

N°	Noms	Prénoms	Structures	Téléphone	Email
1.	DABOUGUI	Aminatou	DGAENF/Niger	+227-96 40 24 69	amna124@yahoo.fr
2.	MODOU AISSAMI	Aboubacar	GT/Niger	+227 96 40 08 57	modouaissami@gmail.com
3.	DIARRA	Abou	MEN-Mali	+223 76 20 0172	abou.diarra@netcourrier.com
4.	EL MOCTAR	Mohamed Sidina	GT/ Mauritanie	+222 48 03 72 89	atama94@yahoo.fr
5.	ATINYO	Matthew	GT/Ghana	+234 20 81 87 074	matatinyo@yahoo.com
6.	ADJIBODOU	Aristide Adebayo	SG /Bénin	+229 97 07 59 27	aristideadebayo@yahoo.fr
7.	DJIHOUESSI	Blaise	GT Bénin	+22990913693 / 9727814201	djihouessiblaise2002@yahoo.fr
8.	SOW	Amadou	GT/Sénégal	+227 77 532 47 21 / 70 202 14 66	sowzo64@yahoo.fr
9.	BOURY	Mahamane	GT/Mali	+223 66 73 71 59	subaahigumo@yahoo.fr
10.	DIALLO	Mody Sory	DNAENF / Guinée	+224 628 567 536	631139915dms@gmail.com

Les participants nationaux du Burkina Faso

N°	Noms	Prénoms	Structures	Numéros	Email
1.	DIABOUGA	Yombo Paul	SG / MENA	70 75 40 11	ydiabouga@yahoo.fr
2.	OUEDRAOGO	Séni	SP-PDSEB	70 28 86 22	ouedseni@yahoo.fr
3.	PODA	Jean Noel	PCA/APENF	78 80 23 45	podajnl@yahoo.fr

4.	SOME	Richard	DRENF/DGREIP	56 16 25 55	Somerichard25@yahoo.fr
5.	BOLY	Mamadou	ANDAL ET PINAL	70 23 8851	bolyoikorsimoro@gmail.com
6.	KABRE	Abdoul Aziz	Consultant GTENF	70 35 73 02	abdalazizkabre@yahoo.fr
7.	BADO	Kisito	GTENF consultant	73 50 73 40	kisitobado@yahoo.fr
8.	BISSIRI/GUIRA	Awa	IQRAA	711407776/ 78 8132 96	bissiri_hawa@yahoo.fr
9.	KABORE	Michel	DGREIP	70 26 42 36	Kamicepremier@yahoo.fr
10	TAMBOURA	Barké	DGENF/MENA	70 12 83 74	tambourabarke@gmail.com
11	BAH-LALYA	Ibrahima	GTENF	77 89 54 98	Lalyabah22@yahoo.fr
12	OUEDRAOGO	Eléonore	GTENF	70 23 96 94	Zongoelo@yahoo.fr
13	NACOULMA	Aminata	GTENF	71 76 65 20	aminatanacoulma@yahoo.fr
14	MAIGA	Youssouf	GTENF	79 38 38 53	y.maiga@afdb.org
15	KORAHIRE	Alimata	GTENF	75 74 07 07	balimaa@yahoo.fr
16	AOUALA	Felix	GTENF	70 74 65 43	felixawala@yahoo.fr
17	DIALLO	Kadidiatou	GTENF	78 44 15 48	Jounogo22@yahoo.fr
18	Traoré	Toua Ladji		70 51 82 86	tratoua2@yahoo.fr
19	Zampalegré	Adiarratou		78 17 28 08	adizamp@yahoo.fr
20	OUEDRAOGO	Pierre	GTENF	78 84 98 50	
21	Ouédraogo	Patrick	GTENF	78 10 77 34	p.oued@yahoo.fr

Annexe 2 : Répartition des groupes de travail

N	Rubriques	Répartition des produits par groupe			
		Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
1	Produits à valider, et pour lesquelles il faut identifier des stratégies de dissémination et de mise en œuvre	1. Synergies sur les foyers coraniques	2. Continuum éducatif au Burkina	3. Rapport sur la cartographie de l'ENF du Ghana	4. Socle commun de compétence
2	Produits déjà validés et pour lesquelles il faut seulement identifier des stratégies de dissémination et de mise en œuvre	5. Cartographie des foyers coraniques 6. Kibaré 11	7. Autoentreprise des jeunes en milieu urbain 8. Référentiel sur les bonnes pratiques en alphabétisation et formation 9. Kibaré 10	10. RPP/Angola 11. Evaluation RAYL	12. Sous thème 3 de la Triennale 13. Site web du GTENF
3	Participants	1. Abou Diarra 2. Imam Abdoul Aziz Kabre 3. Diallo Mody Sory 4. Hadja Bissiri Hawa 5. El Moctar Mohammed 6. Adiaratou Zampalégré 7. Youssouf Maiga 8. Boly Mamadou	1. A. Aristide Adebayo 2. Mahamane Boury 3. Dabougui Aminatou 4. Kaboré Michel 5. Taamboura Barké 6. Kisito Bado 7. Aminata Nacoulma	1. Poda Jean Noel 2. Atinyo Matthew 3. Somé Richard 4. Aboubakar Modou Aissami 5. Bah Lalya-Ibrahima 6. Ouédraogo Séni	1. Djihouessi Blaise 2. Sow Amadou 3. Bado Léopold 4. Traoré Ladj Toua 5. Ouedraogo Eléonore 6. Yabré Pauline

Annexe 3 : Résultats des travaux de groupe

• Groupe 1

Réuni conformément à la répartition, le groupe 1 a d'abord vérifié les présences puis a désigné le président et les rapporteurs. Des membres du groupe nous avons :

- Abou DIARRA/Mali
- El Moctar Mohamed SIDINA/Mauritanie
- Imam Abdal Aziz KABRE/Burkina Faso
- Mody Sory Diallo/ Guinée
- Mamadou BOLY/Burkina Faso
- Youssouf MAIGA / Burkina Faso
- Awa BISSIRI GUIRA/ Burkina Faso

C'est ainsi que Abou DIARRA fut choisi comme président et le rapport confié à Mody Sory DIALLO et Imam KABRE Abdal Aziz.

Le document à valider a porté sur : *Les synergies à prendre en compte entre sous-systèmes éducatifs formels et non formels et les différents types d'apprentissage dans les centres coraniques : Cas de la Guinée et du Mali)*

Résumé analytique

L'étude porte sur trois pays à savoir : la Guinée, le Niger et le Mali. Le résumé analytique n'était pas encore finalisé car les 3 consultants en charge de l'étude n'avaient pas fini sa rédaction.

Par conséquent, le groupe a :

1. salué la pertinence de cette étude qui touche un problème sensible et d'actualité. Cependant, il a exprimé de sérieuses inquiétudes du fait qu'elle soit la seule qui n'ait pas été complètement présentée. Il propose donc qu'un comité soit constitué pour un suivi rapproché. Ce comité comprenait Pr I. Bah-Lalya de la Guinée travaillant au Burkina, Pr A. El Moctar de la

Mauritanie et Pr A. Diarra du Mali. Le consultant principal, Dr M. Moussa. Laouali doit se rapprocher de ces trois pour faire avancer l'étude et la mettre au niveau des autres produits 2017 du GTENF ;

2. recommandé d'enlever toutes les connotations négatives et de voir la question des foyers coraniques essentiellement sous l'angle pédagogique et du combat pour l'équité et l'accès à une éducation de qualité adaptée aux conditions des groupes désavantagés. C'est un domaine où il est possible au GTENF d'apporter une valeur ajoutée réelle dans le combat contre l'obscurantisme, « l'extrémisme » et pour l'acquisition des compétences de base et de vie;
3. insisté pour qu'on ne confonde pas 'synergie' avec 'récupération' des foyers coraniques par le formel car ce dernier a démontré ses limites en ce qui concerne l'accès à certains groupes défavorisés, groupes qui constituent l'essentiel de la cible du GTENF.

Pour la deuxième consigne qui demande à ce qu'une stratégie de dissémination soit proposée pour la cartographie des foyers coraniques et pour le Kibaré 11

Le groupe retient la démarche ci-après :

A. Stratégies de dissémination

1. Avec l'appui de l'ADEA, organiser des journées d'information et de formation dans les pays concernés par le biais des GTENF/ pays ;
2. Utilisation des sites WEB et réseaux sociaux ;
3. Rencontres avec les publics-cibles : communautés, promoteurs de foyers coraniques ;
4. Préparation de supports audio-visuels ;
5. Production de supports d'information et de communication (fascicules, dépliants, cassettes audio/vidéocassette.

B - Stratégies de mise en œuvre des recommandations majeures

1. Développer des programme d'arrimage ;

2. Etablir des passerelles entre d'une part, les foyers coraniques et le sous-système de l'éducation non formelle et d'autre part entre l'école coranique et le sous-système de l'école formelle selon les spécificités de chaque pays ;
 - Permettre aux gens après deux ans de passer à la 3^{ème} année ;
 - Permettre aux élèves de l'école coranique de faire acte de candidature aux examens nationaux grâce à l'assistance de quelques ONG ;
3. Améliorer le système de gouvernance des écoles coraniques : sur le plan administratif et financier ;
4. Favoriser l'émergence des foyers coraniques communautaires avec des comités de gestion ;
5. Définir l'ancrage institutionnel des foyers coraniques à travers une concertation avec les acteurs concernés ;
6. Reformuler les foyers coraniques sur les plans :
 - Des modules de formation technique et professionnelle des élèves coraniques ;
 - Renforcement en ressources humaines qualifiées ;
 - Mise en place d'une structure parapublique pour la gestion des foyers coraniques ;
 - Elaboration d'un curriculum nouveau en collaboration avec tous les acteurs concernés y compris l'Etat ;
 - Restructuration et renforcement en ressources humaines qualifiées des services techniques impliqués ;
7. Pour les parents :
 - Mise en place par les parents des mécanismes de suivi des enfants des foyers coraniques ;
 - Mobilisation des ressources financières en faveur des foyers coraniques en mettant à contribution les partenaires techniques et financiers, l'Etat, le WAQF.

8. Pour les associations :

- Délivrer des certificats de reconnaissance aux maîtres coraniques attitrés appliquant les volumes horaires et programmes reconnus ;
- Trouver des financements des écoles et foyers coraniques.
- Implication des mouvements et des associations islamiques dans l'organisation et l'encadrement des promoteurs de foyers coraniques afin qu'ils respectent les règles en matière d'enseignement privé reconnues par les Etats.

C- Les partenaires et parties prenantes potentiels :

1. Les ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle et techniques ;
2. Les Partenaires techniques et financiers : UNESCO, UNICEF, FNUAP, Coopération Suisse, IQRAA, USAID, BID, le PREFA, PLAN Burkina ; Educo, Terre des Hommes ;
3. Partenaires stratégiques : Relief Islamique Services, Qatar Charity, Save Children, PAM, Haut Conseil Islamique, Fédération des Associations Islamiques du Burkina, Ligue Islamique nationale.

NB : il est capital de rappeler et d'attirer l'attention du GTENF que le document *Les synergies à prendre en compte entre sous-systèmes éducatifs formels et non formels et les différents types d'apprentissage dans les centres coraniques* (Cas de la Guinée et du Mali) doit être relu par une équipe afin de rendre le texte fidèle.

- **Groupe 2**

À l'entame des travaux, les membres du groupe ont commencé par désigner un président et un rapporteur, puis ont défini la méthodologie de travail. La démarche retenue a consisté à procéder dans un premier temps, à la validation du document de partage de bonnes pratiques en matière de réformes éducatives. Dans un second temps, il s'est agi de proposer des stratégies de dissémination des différents documents ayant fait objet d'études par le GTENF/ADEA. La troisième étape a été consacrée à l'identification des partenaires et parties prenantes potentiels du GTENF/ADEA dans la dynamique de dissémination des différents documents produits. La dernière étape a concerné l'identification des stratégies de mise en œuvre des recommandations majeures et la rédaction du rapport succinct du groupe.

Le processus ayant conduit à la proposition d'un document prêt à être validé a consisté à fractionner le document en question et a confié à chaque membre du groupe une partie à lire afin d'y apporter les amendements requis tant du point de vue forme que fond. A la suite, le groupe a procédé à la mise en commun des différents amendements proposés tels qu'ils se présentent dans le document.

S'agissant des autres aspects du travail confié au groupe, les résultats auxquels il est parvenu sont consignés dans les tableaux ci-dessous.

Documents visés	I. Stratégies de dissémination	II. Identification des partenaires et parties prenantes potentiels
Document de partage de bonnes pratiques	Validation politique du document ;	- Ministères en charge de l'éducation et ministères partenaires ; - Partenaires techniques et financiers.
	Production du document définitif en nombre suffisant	- GTENF/ADEA - Partenaires techniques et financiers.
	Organisation d'ateliers de partage du document	- Réseau GTENF/ADEA ; - Réseau ADEA ; - Agents des ministères en charge de l'éducation et autres partenaires opérationnels ; - Associations de mise en œuvre de projets et programmes.
	Plaidoyer auprès des autorités	- Réseau GTENF/ADEA ;

	ministérielles pour une réelle appropriation du document	- Réseau ADEA.
	Diversification des partenaires techniques et financiers	
	Alimentation du site web GTENF	- Membres du réseau GTENF/ADEA ; - Décideurs politiques ; - Chercheurs et étudiants ; - Autres réseaux relais.

III. Identification des stratégies de mise en œuvre des recommandations majeures

1. Mise en place d'un comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations majeures par pays.
2. Elaboration d'une feuille de route de mise en œuvre des recommandations majeures.
3. Détermination d'un mécanisme de suivi-évaluation des recommandations majeures par le GTENF.

Le groupe a formulé 2 recommandations :

- Harmoniser l'écriture des sigles dans tout le document du GTENF suivant les normes de l'UNESCO.
- Uniformiser le traitement du texte (espacement, puces, police.....) dans tout document.

Groupe 3

Ce groupe avait à amender en 1^{er} le document sur la cartographie sur l'ENF du Ghana et en 2nde phase la Revue par les pairs en Angola et l'évaluation du RAYL au Nigéria. Du 1^{er} document, il ressort au niveau de la forme les amendements suivants : (i) : prévoir une page de garde et générer un sommaire automatique et une table des matières en annexe ; (ii) : paginer le rapport de la cartographie ; (iii) : générer la liste des tableaux et graphiques ; (iv) : intégrer la liste des acronymes (sigles et abréviations) ; (v) : traduire le rapport original de l'anglais au français ; (vi) : réduire les titres des annexes ; (vii) : ajouter les références bibliographiques. Concernant la fond les amendements ont porté sur : (i) : écrire une préface signée du Coordonnateur du GTENF/ADEA ; (ii) : prévoir une page de remerciements ; (iii) : la

méthodologie de travail a été reprise ; (iv) : les recommandations du résumé exécutif ont été harmonisées avec celles contenues dans le rapport général ; (v) : les paragraphes ont été repris pour plus de précision et de réduction ; (vi) : d'autres observations ont été intégrées directement dans le corps du document.

Comme stratégie de dissémination le groupe a suggéré : (i) : traduire le rapport original de l'anglais au français ; (ii) : élaborer un dépliant sous forme de prospectus du résumé exécutif ; (iii) : poster le rapport final de la cartographie sur le site web du GTENF, dans les newsletter de l'ADEA et dans le Kibaré n°12 ; (iv) : soumettre le rapport final au Ministre de l'éducation du Ghana pour appréciation ; (v) : diffuser le rapport final auprès des autorités centrales, déconcentrées et décentralisées de l'éducation du Ghana, de la société civile, des partenaires techniques et financiers du sous-secteur de l'ENF du Ghana.

Concernant la stratégie de mise en œuvre le groupe a proposé : (i) : sensibiliser les responsables de l'éducation du Ghana en ressortant la pertinence de la cartographie ; (ii) : identifier une faîtière de mise en œuvre des recommandations ; (iii) : organiser une table ronde de financement des recommandations ; (iv) : organiser des séances de plaidoyer auprès de la société civile et des PTF ; (v) : disséminer le document de politique au sein de la grande famille de l'ADEA ; (vi) : mettre en œuvre les recommandations à travers les plans d'action ; (vii) : élaborer un plan d'action intégré de l'ENF sur la base du rapport sur la cartographie de l'ENF au Ghana avec la participation des acteurs publics et privés ; (viii) : suivre et évaluer la mise en œuvre du plan d'action

S'agissant des travaux de la 2nde phase qui ont porté sur la Revue par les pairs en Angola et l'évaluation du RAYL au Nigéria, il a été recommandé au GTENF de se mettre en rapport avec les institutions partenaires et commanditaires, notamment le Ministère d'Éducation nationale de l'Angola, le Ministère Fédéral de l'Éducation nationale du Nigeria, et l'UNESCO / Abuja pour réfléchir, ensemble, sur des

approches de dissémination et des plans de mise en œuvre des principales recommandations afin que celles-ci soient en phase avec les intérêts supérieurs des deux pays. En attendant, le rapport de la revue par les pairs en Angola doit être posté au site du GTENF et faire l'objet d'articles dans le Kibaré. Les détails de ces propositions du groupe sont contenus dans le tableau ci-dessous.

Documents visés	Stratégie de dissémination	Stratégie de mise en œuvre
Revue par les pairs en Angola	<ul style="list-style-type: none"> • Préparer une lettre de remerciement aux autorités angolaises pour avoir conduit la RRP • Mettre la RPP finale à l'ADEA, au Ministre en charge de l'éducation • Diffuser la RPP auprès de l'Union africaine pour un plaidoyer/mobilisation des acteurs • Préparer un plan de mise en œuvre sous le leadership du comité de pilotage angolais de la RRP 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer un plan d'action de la RPP Angola avec la participation des acteurs publics et privés • Identifier une faîtière ou structure de mise en œuvre du plan d'action RPP Angola • Mettre en œuvre le plan d'action • Organiser des séances de plaidoyer auprès de la société civile et des PTF • Disséminer la RPP Angola au sein de la grande famille de l'ADEA et de l'Union africaine • Suivre et évaluer la mise en œuvre du plan d'action
Evaluation RAYL au Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> • Louer l'initiative d'un tel projet pilote et voir comment le dupliquer dans d'autres pays • Soutenir l'idée d'utiliser le GTENF et son réseau de pairs africains pour la réalisation d'une évaluation d'une telle envergure • Diffuser les conclusions de l'évaluation RAYL au niveau du gouvernement fédéral 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer un plan d'action de l'évaluation RAYL Nigéria avec la participation des acteurs publics et privés • Identifier une faîtière ou structure de mise en œuvre du plan d'action RAYL Nigéria • Mettre en œuvre le plan d'action • Organiser des séances de plaidoyer auprès de la société civile et des PTF

	<ul style="list-style-type: none">• Elaborer un plan de communication	<ul style="list-style-type: none">• Disséminer le rapport de l'évaluation RAYL Nigéria au sein de la grande famille de l'ADEA et de l'Union africaine• Suivre et évaluer la mise en œuvre du plan d'action
--	---	---

- **Groupe 4**

SOCLE COMMUN DE COMPÉTENCES : Défis à relever dans la mise en œuvre

SOMMAIRE

1. **Rappel du cadre conceptuel et programmatique sur lequel se fonde le travail**
2. **Rappel de la feuille de route**
3. **État d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route: ce qui a été fait, ce qui reste à faire**
4. **Opportunités et autres facteurs facilitants observés lors de la mise en œuvre ;**
5. **Défis rencontrés dans la mise en œuvre: ressources humaines, financières, situation politique et programmatique, aspects pédagogiques**
6. **Leçons tirées**
7. **Recommandations**
8. **Perspectives**
9. **Stratégies de dissémination et de mise en œuvre**

1. Rappel du cadre conceptuel et programmatique sur lequel se fonde le travail

- ❖ Pour l'année 2017 une priorité du GTENF : Mise en œuvre du SCC ayant connu les étapes ci-après:
 - validation en 2015 de l'étude portant sur le Socle Commun de Compétences;
 - Diffusion du SCC, auprès des acteurs des systèmes éducatifs de trois pays (Bénin, Ghana et Sénégal) ;
 - Elaboration des stratégies de mise en œuvre d'une phase pilote de la matrice du SCC + une feuille de route,
 - Prise en compte effective du SCC, dans les programmes éducatifs des trois pays ciblés,
 - Atelier d'échange sur l'opérationnalisation du SCC dans ces pays (Bénin, Ghana et Sénégal) en décembre 2017, en référence à la feuille de route,
 - Projet d'élaborer un plan de communication pour les partenaires éducatifs nationaux,
- ❖ Mise en place, suite à cet atelier, d'un cadre de concertation et de capitaliser les résultats.
- ❖ Le SCC a été élaboré, entre autres, dans une perspective d'établir une passerelle entre le L'EF et l'ENF

2. Rappel de la feuille de route

Les trois pays ont élaboré des feuilles de route en référence à leur contexte pour une mise en œuvre effective du SCC

3. État d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route des trois pays

RUBRIQUES	BENIN	GHANA	SENEGAL
CE QUI EST FAIT	<ul style="list-style-type: none">- Rencontre avec les Ministres en charge de de l'éducation et de l'alphabétisation pour susciter leur adhésion au SCC- Divulgateion, au plan national,		<ol style="list-style-type: none">1. Elaboration du document de plaidoyer2. Sollicitation de l'appui du SEAPLN pour avoir une audience avec les Ministres concernés3. Utilisation de la semaine de

	<p>du SCC à travers les instances d'éducation formelle, les réseaux des opérateurs privés ayant à charge les alternatives éducatives, l'éducation non formelle...</p> <p>Conception et élaboration d'une feuille de route.</p>		<p>l'alphabétisation comme un moment fort de plaidoyer</p> <p>4. Participation des membres du groupe de travail dans les différentes commissions de révision du « Paquet » qui est en cours</p>
CE QUI RESTE À FAIRE	<p>- Constitution d'une équipe intersectorielle impliquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • enseignement primaire, • enseignement secondaire général, • enseignement et formation technique et professionnelle, • centres de formations alternatives, • institutions du Non Formel, • enseignement supérieur et recherche scientifique <p>pour la révision progressive des différents programmes en référence au SCC</p>	<p>1. Nous recommandons une augmentation de l'allocation budgétaire au secteur de l'éducation non-formelle conformément à CONFINTEA VI afin que les ONG internationales continuent à centrer leurs efforts sur ce secteur afin que l'objectif 4 des ODD qui met l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie soit atteint.</p> <p>2. Il est également urgent de créer un réseau inter-organisationnel des prestataires afin de permettre ensuite de synchroniser leurs activités par le biais du partage pour éviter les doubles emplois.</p>	<p>- Utilisation de la semaine de l'alphabétisation comme un moment fort de plaidoyer</p> <p>- Définition et validation d'un cadre de partage.</p> <p>- Mise en œuvre et suivi des activités planifiées</p> <p>- Capitalisation et partage des pratiques en cours</p> <p>- Rencontres et partage du document avec les CL.</p>

		3. Dans les pays où le secteur de l'ENF produit des résultats qui contribuent de façon significative au développement national, il existe normalement un ministère d'État de l'éducation non-formelle et de l'éducation tout au long de la vie.	
--	--	---	--

4. Opportunités et autres facteurs facilitants observés lors de la mise en œuvre

PAYS	Opportunités	autres facteurs facilitants
BENIN	<ul style="list-style-type: none"> - Choix d'un STP/ Commission nationale de pilotage de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel par un arrêté interministériel (MEMP et MESTFP - Création d'un service au MEMP ayant à 	

	<p>charge les alternatives éducatives. Cela induit l'exploitation du SCC</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Direction d'alphabétisation fait désormais partie des Directions Techniques du Ministère des Enseignements Secondaires, Techniques et de la Formation Professionnelle - Existence d'un Institut d'Ingénierie ayant à charge (1) la rédaction/révision de tous les programmes de l'ESG, de la FTP, et de l'AENF dans une perspective d'harmonisation des contenus, des styles d'enseignement, des styles d'apprentissages et des modes d'évaluation... (2) la formation des formateurs (renforcement des capacités) 	
GHANA		
SÉNÉGAL		

5. Défis à relever

LES DÉFIS LIÉS À LA SITUATION POLITIQUE ET PROGRAMMATIQUE

Complexité du mécanisme de prise de décisions et d'opérationnalisation dans un contexte d'existence de 3 ministères en charge de l'éducation

Formalisation d'une synergie d'actions entre les ministères de l'éducation et le patronat, les chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture

LES DÉFIS LIÉS AUX ASPECTS PÉDAGOGIQUES

Disponibilité de documents actualisés

LES DÉFIS LIÉS AUX RESSOURCES HUMAINES

Disponibilité des ressources humaines qualifiées

LES DÉFIS LIÉS AUX RESSOURCES FINANCIÈRES

Disponibilité des fonds

Insuffisance

PAYS	6. Leçons tirées	7 .Recommandations	8. Perspectives
BENIN	<ul style="list-style-type: none"> -L'adhésion des autorités politico-administratives du secteur de l'éducation au SCC et à sa mise en œuvre -Arme efficace pour des prises de décisions en faveur de l'opérationnalisation du SCC: le management stratégique - La flexibilité des feuilles de route et leur adaptation constante au contexte tout en maintenant les données basiques - Situation conflictuelle entre adhésion des acteurs du formel et du non formel au SCC et leur mobilisation effective - Adaptation des ambitions aux moyens effectivement disponibles ou aux prévisions réalistes 		<ul style="list-style-type: none"> - Rendre plus performant et proactif le mode de communication - Positionnement des acteurs du NF dans l'appareil éducatif au plus haut niveau - Implication effective du patronnât et des entreprises dans le financement de l'éducation (plaidoyer)
GHANA		<p>L'étude recommande que:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Il doit être procédé au Ghana à la 	

PAYS	6. Leçons tirées	7 .Recommandations	8. Perspectives
		<p>promulgation d'une politique de l'ENF afin de servir de guide à l'ensemble des prestataires et des institutions de l'ENF.</p> <p>2. Il doit être mis en place un organe suprême responsable de la normalisation, du suivi et de l'évaluation des programmes d'enseignement de l'ensemble des prestataires de services d'ENF auquel l'ensemble des prestataires de l'ENF rendront compte.</p> <p>3. Nous recommandons une augmentation de l'allocation budgétaire au secteur de l'éducation non-formelle conformément à CONFINTEA VI afin que les ONG internationales continuent à centrer leurs efforts sur ce secteur afin que l'objectif 4 des ODD qui met l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie soit atteint.</p>	

PAYS	6. Leçons tirées	7 .Recommandations	8. Perspectives
		<p>4. Il est également urgent de créer un réseau inter-organisationnel des prestataires afin de permettre ensuite de synchroniser leurs activités par le biais du partage pour éviter les doubles emplois.</p> <p>5. Dans les pays où le secteur de l'ENF produit des résultats qui contribuent de façon significative au développement national, il existe normalement un ministère d'État de l'éducation non-formelle et de l'éducation tout au long de la vie.</p>	
SÉNÉGAL	<p>- Bonne dynamique d'adhésion de la tutelle à la mise en œuvre du SCC</p> <p>-Position quasi unanime des acteurs de l'appréciation du SCC comme une réponse au besoin d'opérationnaliser un Système</p>	<p>L'atelier a fait les recommandations suivantes :</p> <p>- au plan pédagogique, avoir toujours à l'esprit que les compétences de base sont mises en rapport avec les finalités éducatives et que si on installe ces compétences de base, on rend effectif le</p>	<p>En termes de stratégies d'opérationnalisation du socle commun, il est retenu</p> <p>- d'élaborer une note technique succincte pour informer, sensibiliser et faire adhérer les autorités</p>

PAYS	6. Leçons tirées	7. Recommandations	8. Perspectives
	<p>d'Éducation et de Formation (SEF) unifié et holistique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté d'harmoniser les pratiques dans un cadre cohérent, transparent et standard tout en se voulant souple et flexible ; 	<p>droit à l'éducation. Dans la même optique, une invite est faite aux gestionnaires du système et aux formateurs de se poser un certain nombre de questions telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>comment apprenons-nous ?</i> - <i>Est-ce que nous apprenons est fonction des finalités éducatives, oui ou non ?</i> <i>Comment enseigne-t-on les compétences de base ?</i> <p>En effet, les actions d'enseignement – apprentissage doivent permettre de se doter de compétences et de valeurs susceptibles de transformer les attitudes et comportements.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par rapport à la problématique de l'environnement lettré en langues nationales, il est important de discuter avec les promoteurs pour les amener à développer un environnement lettré propice. - pour développer la recherche, il y a lieu de : <p>* transcrire les quelques langues qui</p>	<p>politiques sénégalaises (Ministre de l'Éducation nationale, Ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat...) à l'intégration du SCC dans les programmes du système éducatif ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - de profiter du contexte favorable de révision du PAQUET pour s'ajuster à travers les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes analphabètes - Au plan des textes réglementaires, il faut travailler avec les autorités ministérielles pour intégrer les adultes dans la nouvelle politique d'éducation de base de 10 ans (une ouverture de la loi

PAYS	6. Leçons tirées	7 .Recommandations	8. Perspectives
		<p>restent ;</p> <p>* élaborer la carte linguistique nationale en spécifiant l'ensemble des élèves, les langues de travail, l'effectif des enseignants selon le genre) ;</p> <p>* concevoir et de définir clairement les concepts mathématiques et scientifiques en général.</p> <p>- informer les acteurs et partenaires de la responsabilité des politiques dans le financement du plan d'action du GTENF ;</p> <p>- Inviter l'Etat et ses départements ministériels compétents à concrétiser leur volonté politique déclarée ;</p> <p>- amener chaque citoyen et partenaire à être conscient de ses rôles et responsabilités dans le processus de mise en œuvre du SCC ;</p> <p>- saisir l'opportunité de la révision du PAQUET et de la politique d'EDB10 pour y intégrer le SCC ;</p> <p>- identifier les contraintes et les surmonter dans la collégialité ;</p>	<p>d'obligation scolaire de 10 ans dans le sens d'ouvrir l'obligation scolaire à tous),</p> <p>- au plan de l'évaluation, il s'agira de capitaliser les évaluations en cours au Sénégal dont l'évaluation externe et citoyenne du baromètre « Jàngandoo » et la Recherche – action sur la mesure des apprentissages en alphabétisation (RAMAA),</p> <p>- articuler le Formel, le Non Formel et l'Informel à travers le dispositif de certification et de validation des acquis de l'expérience mis en œuvre par la Direction de l'Apprentissage</p> <p>- élaborer et mettre en œuvre la politique linguistique et la carte linguistique, en</p>

PAYS	6. Leçons tirées	7 .Recommandations	8. Perspectives
		<ul style="list-style-type: none"> - Introduire dans nos plans de travail respectifs des activités concourant à faire adopter et à promouvoir le SCC ; - Amener les acteurs et partenaires à exercer une grande poussée (un « big push ») pour la réalisation du SCC. 	<p>adoptant une approche inclusive qui impliquerait plusieurs ministères et les divers acteurs nationaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au plan pédagogique, intégrer le SCC aux acquis du système éducatif tels que le curriculum de l'éducation de base, - intégrer le SCC dans les stratégies pédagogiques et curriculaires d'apprentissage bilingue

SOUS THEME 3 DE LA TRIENNALE 2017 : « *Mise en œuvre de l'éducation à la renaissance culturelle et aux idéaux du panafricanisme pour promouvoir l'intégration continentale et la naissance des Etats Unis d'Afrique* »

Stratégies de mise en œuvre et de dissémination

Recommandations	Stratégies de mise en œuvre	Stratégies de dissémination	Partenariats potentiels
1. Faire une entrée par le bas à partir des communautés de base	<ul style="list-style-type: none"> - Contextualisation des programmes en référence aux textes de la décentralisation - Elaboration de la carte éducative intégrant le formel et le non formel - Ouverture sur les réalités nationales et panafricaines 	Appui sur les instances tels que : L'UEMOA, la CEDEAO, CEMAC, SADEC, L'UA, NEPAD...	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etats de l'Afrique - Les organisations panafricanistes
2. Revisiter entièrement le curriculum pour intégrer les savoirs et le savoir faire endogènes pour une meilleure intégration socioculturelle	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des curricula - Inventaire et analyse des savoirs et savoir faire endogènes - Actualisation des curricula au regard des objectifs du sous thème 3 - Capitalisation des bonnes pratiques 	Implication des acteurs et des partenaires	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etats de l'Afrique - Les organisations panafricanistes
3. Revoir profondément le sens de l'école	<ul style="list-style-type: none"> - Examen de la vision globale de l'école dans sa forme actuelle - Contextualisation de cette vision au regard de la philosophie éducative développée dans le sous thème 3 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte implication des populations à la base - Appui sur les instances tels que : L'UEMOA, la CEDEAO, CEMAC, SADEC, L'UA, NEPAD... 	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etats de l'Afrique - Les organisations panafricanistes
4. Revisiter le passé africain dans la perspective d'aider à	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de l'histoire générale de l'Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte implication des chercheurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etats de l'Afrique - Les organisations

Recommandations	Stratégies de mise en œuvre	Stratégies de dissémination	Partenariats potentiels
bâtir le futur du continent	<ul style="list-style-type: none"> - Révision des contenus de l'enseignement et de l'apprentissage à l'aune d'une identité panafricaine - Diffusion des résultats des recherches scientifiques et techniques des chercheurs africains - Production de contenus médiatiques à l'endroit des communautés 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui sur les instances tels que : L'UEMOA, la CEDEAO, CEMAC, SADEC, L'UA, NEPAD... 	panafricanistes
5. Décoloniser l'image publique de l'Afrique et l'imaginaire	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de programmes médiatiques communs en langues africaines magnifiant le panafricanisme - Formation des jeunes à l'utilisation du son et de l'image pour les objectifs d'une communication sociale et éducative - Production de contenus médiatiques à l'endroit des communautés 	<ul style="list-style-type: none"> - Communautés à la base - Associations de jeunes à l'image des clubs UNESCO - Les médias - Les réseaux sociaux - Les artistes - etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etas de l'Afrique - Les organisations panafricanistes
6. Mettre un accent particulier sur l'éducation des adultes	<ul style="list-style-type: none"> - Révision des programmes de l'ENF pour intégrer les valeurs panafricaines 	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des services centraux, déconcentrés de l'État et les collectivités locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etas de l'Afrique - Les organisations panafricanistes
7. Procéder à une réelle capitalisation des bonnes pratiques sur la renaissance culturelle d'intégration	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de voyages d'étude intercommunautaires pour les enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion à grande échelle de rapports de voyages d'étude 	<ul style="list-style-type: none"> - Services de communication des Etats - Réseaux de journalistes

Recommandations	Stratégies de mise en œuvre	Stratégies de dissémination	Partenariats potentiels
continentale			
8. Adopter des lois pour la mise en œuvre de la renaissance culturelle et des idéaux du panafricanisme dans le curriculum	<ul style="list-style-type: none"> - Examen des textes de loi en faveur de la renaissance africaine - Soutien aux reformes éducatives qui intègrent la renaissance africaine et l'intégration continentale 	Diffusion à grande échelle des lois adoptées et votées	<ul style="list-style-type: none"> - Services de communication des Etats - Réseaux de journalistes
9. Créer et entretenir un environnement de paix durable dans les pays en situation de conflits et de post conflits	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction des modules de prévention et de gestion des conflits dans les curricula - Éducation à l'utilisation des médias - Sensibilisation des parents 	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion des modules - Implication des médias 	
10. Acquérir des ressources financières conséquentes	Plaidoyer en direction du patronat, des sociétés (minières), multinationales, ...	<p>Les médias</p> <p>Les artistes (concerts, théâtres, etc.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les 52 Etats de l'Afrique - Les organisations panafricanistes

9. Stratégies de mise en œuvre et de dissémination

Stratégies de mise en œuvre	Stratégies de dissémination	Partenariats potentiels
<ul style="list-style-type: none"> - Implication plus accrue des structures en charge de l'élaboration des programmes, des modules de formation et de la formation initiale et continue - Prise de textes règlementaires - Synergie entre les structures en charge de l'élaboration des programmes et les structures en charge de la formation initiale et continue dans un contexte de cohérence - Mise en place d'un dispositif d'évaluation académique, pédagogique et du processus - Codification et outillage des langues - Positionnement des acteurs du Non Formel dans les instances de décision - élaboration d'une feuille de route sur cinq ans dans la perspective d'une continuité des actions prioritaires programmées - Mise en place d'un dispositif de suivi de cette feuille de route - Mise en place d'un dispositif officiel de certification des acteurs du Non Formel (donnant droit à une reconnaissance, officielle et légale de 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des cibles : Réseau GTENF / ADEA), IUL / UNESCO, UNICEF, Réseau de journalistes / communicateurs, Directions de la communication et de la Presse Ministérielle au niveau du ministère de l'éducation, - Recensement des canaux de dissémination : <ul style="list-style-type: none"> * Site web * Mailing group * Kibaré * Les réseaux sociaux - Négociations de partenariat (signatures de conventions) - Evènementiel (Journées scientifiques, journées portes ouvertes, salons, tables rondes) - Suivi et évaluation de la stratégie pour une remédiation éventuelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Formalisation d'un partenariat entre : <ul style="list-style-type: none"> * Les ministères en charge de l'éducation * Les ministères en charge de la formation et de l'emploi * Le patronat, * Les chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture * Les instituts de recherche * Les médias * Les OSC (Organisations de la Société Civile) * Les PTF (Partenaires Techniques et Financiers) * Les OBF (Organisations Basées sur la Foi) * Les leaders d'opinion (politiques, coutumiers, religieux)

<p>leurs statuts)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition du profil de sortie pour la passerelle - Définition des critères et des indicateurs de suivi des sortants des passerelles - Mise en place d'un dispositif efficace d'évaluation des coûts et de mobilisation des ressources matérielles et financières - Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication et de mobilisation sociale 		
---	--	--

Site WEB DU GTENF

Stratégies de mise en œuvre	Stratégies de dissémination	Partenariats potentiels	Groupes d'intérêt
<ul style="list-style-type: none"> - Couverture médiatique professionnelle des activités du GTENF/ADEA et de ses partenaires. - Partage actif des articles du site sur les pages de 	<ul style="list-style-type: none"> - La diffusion par mail des liens des articles pertinents vers les collaborateurs et partenaires du GTENF/ADEA - La présence de liens vers 	<p>Réseau ADEA Ministères en charge de l'éducation, de la formation et de l'emploi (DCPM, services techniques) Les agences bilatérales et</p>	<p>Le site web du GTENF/ADEA est un réservoir d'étude sur l'éducation en Afrique. Il est aussi une source de connaissance des systèmes et stratégies</p>

<p>réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, etc...) des membres, partenaires et collaborateurs du Groupe de Travail</p>	<p>www.gtenf-adea.org sur les sites web des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation des réseaux sociaux comme relais des informations sur le site web - La présence de l'adresse www.gtenf-adea.org sur tous les supports d'information et de communication du GTENF/ADEA - L'invitation à inscription afin de recevoir par mail la newsletter du site web du GTENF/ADEA 	<p>multilatérales (Ambassades, Organisations internationales)</p> <p>Les OSC</p> <p>Les structures de recherche</p> <p>Les médias</p>	<p>élaborés et mis en œuvre en vue du développement de l'éducation en Afrique. Il est essentiellement destinés aux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décideurs politiques - Opérateurs - Associations de jeunes ou agissant pour les jeunes - Organisations de la société civile - Acteurs de l'éducation non formelle
---	--	---	---